

Document

L'Opus Dei et l'Europe

Du recyclage des fascistes au contrôle des démocraties

(par Thierry Meyssan)

L'Opus Dei joue un rôle de tout premier plan dans la construction européenne. Après la seconde Guerre Mondiale, d'anciens responsables fascistes s'investissent au sein des nouvelles institutions européennes, mises en place par des membres de l'Œuvre divine.

22 mars 1995

Pendant la Seconde Guerre mondiale, tout en condamnant l'idéologie nazie, les principaux responsables de l'Eglise catholique soutinrent massivement les régimes fascistes, au motif qu'ils formaient un rempart face à la subversion bolchevique. L'écroulement du IIIe Reich, sous les coups conjugués des Anglais, des Américains et des Soviétiques, aurait dû se traduire non seulement par l'épuration de la classe politique européenne, mais aussi par celle de l'Eglise romaine. Il n'en fut rien.

Les ecclésiastiques collaborateurs manipulèrent l'illusion religieuse au point que tout questionnement de leur responsabilité dans des crimes contre l'humanité apparut comme un blasphème. Utilisant l'immunité que leur confèrent aux yeux des croyants les fonctions sacrées qu'ils exercent, ils s'employèrent à "exfiltrer" vers l'Amérique latine les chefs fascistes pour les soustraire à la justice et empêcher que des procès ne viennent révéler leur propre culpabilité. Dans ce contexte, l'Opus Dei consacra toutes ses forces à effacer les traces de l'Histoire en favorisant la réconciliation européenne.

Cette politique fut favorisée à contre-cœur par le général de Gaulle. Les Français avaient soutenu massivement et jusqu'au dernier moment le régime fasciste de l'ex-maréchal Pétain et, à travers lui, ils avaient activement participé à l'effort de guerre du Reich. A la conférence de Yalta, les Alliés avaient décidé d'occuper la France dès qu'ils l'auraient vaincue, de fusiller ses officiers et de frapper d'incapacité civique tous les hommes de plus de quarante ans. Le génie de de Gaulle fut donc de présenter l'Etat français comme un usurpateur et le gouvernement de la France libre, durant son aventure londonienne, comme le seul gouvernement légitime. Parfaitement conscient que la Résistance qui avait effectivement existé sur le sol français était majoritairement communiste, et craignant une insurrection marxiste, Churchill donna sa caution à ce mensonge historique et l'on présenta la défaite de l'Etat français comme la libération d'un territoire occupé par l'ennemi. Emporté par cette logique révisionniste, de Gaulle fut contraint d'accepter le maintien des évêques fascistes et de faire amnistier, voire présenter comme résistants divers responsables pétainistes. Ce recyclage de catholiques fascistes fut favorisé par deux membres de l'Opus Dei proches du général : Maurice Schumann ("La voix de la France libre") et la comtesse Thérèse, épouse du maréchal Leclerc de Hautecloque. De Gaulle pensait éviter ainsi une guerre civile. Quoi qu'il en soit, cette tactique a permis à des politiciens et fonctionnaires d'extrême droite de s'intégrer dans les nouvelles institutions démocratiques, d'y avancer masqués, et de tenter par la suite d'y faire triompher à nouveau leurs idées.

Un cas surprenant est celui de Robert Schuman (avec un seul n, aucun lien de parenté avec le précédent). En septembre 1944, ce politicien chrétien démocrate, alors âgé de cinquante-huit ans, apparaît comme l'éphémère conseiller du maréchal de Lattre De Tassigny lors de la libération de l'Alsace-Lorraine. Il est élu député en 1945, nommé ministre des Finances en 1946, président du Conseil en 1947, ministre des Affaires étrangères en 1948. En 1949, il installe le siège de l'OTAN à Paris. Il lance l'idée de l'Europe communautaire en 1950 (CECA et CED), participe activement au gouvernement d'Antoine Pinay. Maintenu à l'écart des affaires françaises au retour de de Gaulle, il fut le premier président du Parlement européen. Atteint de sénilité, il meurt en 1963 et reste dans les mémoires comme "le père de l'Europe".

On le savait profondément religieux, assistant à la messe chaque matin, se livrant à de douloureuses mortifications, on apprend aujourd'hui à l'occasion de son procès en béatification qu'il était membre de l'Opus Dei.

On aurait dû se souvenir du décret Poinso-Chapuis. Ce texte qu'il signa en tant que président du Conseil (JO du 22 mai 1948) permettait à l'Eglise de détourner des subventions publiques par le biais des associations familiales. Il fut retiré après une mobilisation nationale comparable à celle provoquée récemment par l'abrogation de la loi Falloux.

Mais avant que Robert Schuman ne soit proclamé bienheureux, puis saint par Jean-Paul II, il convient de se demander comment on a pu oublier qu'il avait été fasciste, sous-secrétaire d'Etat de Philippe Pétain. Frappé d'indignité nationale à la Libération, au moment même où il avait tenté de se placer auprès du maréchal de Lattre, il avait été relevé de son inéligibilité sur intervention de Charles de Gaulle en août 1945. Pour maquiller cette réhabilitation, on avait mis en avant qu'il avait été assigné à résidence par les nazis dès 1941. En réalité, Robert Schuman avait toujours soutenu la "révolution nationale" fasciste, et s'était uniquement opposé à l'annexion de l'Alsace-Moselle par le Grand Reich.

Robert Schuman ne put édifier les premières institutions européennes qu'avec l'aide d'un autre opusien, Alcide De Gasperi, dont le procès de béatification est également en cours devant la Sacrée congrégation pour la cause des saints. De Gasperi s'opposa à l'accession de Mussolini au pouvoir, et fut emprisonné par les Chemises noires en 1926. Mais il fut libéré et se retira de l'opposition après la signature des accords du Latran entre le Saint-Siège et l'Italie. Il vécut alors dans la Cité du Vatican, où il travailla aux archives secrètes, jusqu'à la chute du Duce. Secrétaire général de la Démocratie chrétienne, il entra au gouvernement dès juin 1945 et fut plusieurs fois président du Conseil. Il arrêta immédiatement l'épuration et veilla personnellement au reclassement des cadres du fascisme qui avaient su être si généreux avec la papauté. Il décéda en 1954.

Robert Schuman et Alcide De Gasperi purent s'appuyer sur Konrad Adenauer pour construire l'Europe de l'amnésie. Le chancelier allemand, président de la Démocratie chrétienne (CDU), ne semble pas avoir été membre de la sainte secte, mais il fut au moins jusqu'en 1958 son allié indéfectible. Tout en soutenant le nazisme, il ne joua pas un grand rôle dans le régime hitlérien. Maire de Cologne, il avait été frappé d'incapacité par les Alliés et démis de ses fonctions. Konrad Adenauer participa activement à la protection de ceux soupçonnés de crimes contre l'humanité et au recyclage des fascistes, non seulement par ambition politique mais pour occulter son propre passé.

Les premiers balbutiements de l'Europe communautaire se concrétisèrent en 1950 avec l'instauration de la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA). Elle réunissait comme par hasard les intérêts des grands industriels catholiques producteurs des matières premières de l'armement lourd. En 1957, la Communauté européenne vit le jour grâce au traité de... Rome. Les textes fondateurs emploient une phraséologie empruntée aux encycliques sociales : "communauté", "communion", "subsidiarité", etc. Le siège de la Commission fut établi à Bruxelles, capitale du très pieux opusien Baudouin Ier. Le cardinal Danneels vient d'ailleurs de demander la béatification du roi chrétien qui s'était opposé à l'avortement, confirmant que l'Opus Dei est une pépinière de petits saints.

Pour garantir l'entraide des fascistes réinsérés au sein des nouvelles institutions européennes, l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie, l'archiduc Otto von Habsburg-Lothringen, fonda alors le Centre européen de documentation et d'information (CEDI). Ce lobby fut tout naturellement installé par l'Opus Dei à l'abri dans la mère patrie, sous la protection du caudillo, le généralissime Franco.

Catholique de grande humilité, Son Altesse Impériale Otto von Habsburg s'est fait élire simple député européen pour continuer à Strasbourg son combat pour la réconciliation européenne. Grâce à lui, au Parlement européen, les démocrates chrétiens (PPE) ne sont plus à droite et les socialistes (PSE) ne sont plus à gauche.

Les affrontements idéologiques sont réservés à la galerie, à l'occasion des élections. Une fois élus, les députés des deux grands groupes abandonnent leurs programmes et votent ensemble la plupart des textes. A Strasbourg la bonne éducation de "monseigneur" s'est imposée, il n'y a pas de conflits politiques, il n'y a que des intérêts partagés. Le consensus des privilégiés permet même de se partager la présidence du

Parlement et d'organiser un système tournant PPE/PSE. Les groupes qui refusent d'entrer dans la combine (communistes, écologistes, radicaux) sont exilés avec leurs convictions.

Au fur et à mesure de son expansion, l'Opus Dei a élargi ses objectifs en Europe. Au recyclage des fascistes, à la défense des monarchies catholiques, au contrôle des nouvelles institutions démocratiques s'est ajouté la défense des grands intérêts économiques.

L'outil le plus remarquable fut créé en 1983 sous l'impulsion du vicomte opusien Etienne Davignon (alors commissaire européen chargé de l'Industrie, aujourd'hui président de la Société générale de Belgique) : la Table ronde des industriels européens (ERT). Elle rassemble aujourd'hui une quarantaine de dirigeants d'entreprise dont plus de la moitié sont des membres de la sainte secte. L'adhésion se fait uniquement par cooptation, à titre individuel, et n'engage pas officiellement leurs entreprises. Pourtant l'ERT est financée par ces entreprises et place à son service certains de leurs cadres. L'ERT adresse régulièrement ses recommandations à la Commission européenne. En préambule, elle ne manque jamais de rappeler qu'elle est le lobby économique le plus puissant en Europe : ses quarante-deux membres emploient trois millions de personnes. Ils réalisent trois mille cinq cent milliards de francs annuels de chiffre d'affaires, soit plus de deux fois le budget de la France. Une entrée en matière qui permet à l'ERT d'imposer ses exigences. Le "social chrétien" Jacques Delors, qui ne lui refusait jamais de rendez-vous, disait de l'ERT : "C'est l'une des forces majeures derrière le marché unique." Elle s'est "résolument prononcée pour un développement de réseaux européens d'infrastructures" et a fait inscrire cet objectif dans le traité de Maastricht.

L'Opus Dei ne se contente pas de placer ses membres et de défendre leur communauté d'intérêts. Elle poursuit toujours son objectif de restauration de la chrétienté. Elle mise pour cela à la fois sur le contrôle de l'évolution institutionnelle et sur le contrôle des médias. Aussi a-t-elle exigé et obtenu qu'un de ses membres soit nommé à la Commission européenne avec un maroquin découpé sur mesure. Marcelino Oreja-Aguirre s'est ainsi vu bizarrement confier à la fois le portefeuille des "Questions audiovisuelles" et celui de la renégociation du traité de Maastricht.

En ce qui concerne les Questions audiovisuelles, les opusiens sont favorables au libre-échange. C'est-à-dire qu'ils souhaitent abolir "l'exception culturelle" sous réserve d'une déontologie européo-américaine de la moralité dans les médias. Ils préconisent qu'un ordre des journalistes et producteurs soit chargé de son respect.

En ce qui concerne l'évolution institutionnelle, ils sont favorables à un développement de la supranationalité à condition que le pouvoir soit confié par les politiques à des techniciens. Sur ce principe, ils ont obtenu le transfert du pouvoir monétaire à un conseil non politique sur le modèle de la Bundesbank. Un système qui enchante le président opusien de la banque centrale allemande, Hans Tiettmeyer, par ailleurs académicien pontifical. Ils se sont prononcés pour un élargissement de l'Europe sur le critère de la culture chrétienne et non pas sur celui de la démocratie. C'est sur ce principe que le démocrate chrétien Helmut Kohl s'est opposé au soutien européen à la république laïque de Bosnie-Herzégovine, dont la population est à majorité musulmane.

Thierry Meyssan